



Bruxelles, le 4 décembre 2019

Monsieur Didier Reynders  
Commissaire européen à la Justice  
European Commission  
DG Justice  
Rue de la Loi / Wetstraat 200  
1049 Bruxelles

[cab-reynders-contact@ec.europa.eu](mailto:cab-reynders-contact@ec.europa.eu)

Nos références : 2019-12-04-OME-Didier Reynders  
Votre correspondant : Olivier Magritte

Objet : *Demande de rencontre*

Monsieur le Commissaire

Votre désignation à la Commission européenne, à la tête de la Direction générale de la Justice nous a réjoui. Vos qualités de gestionnaire et de négociateur ainsi que votre fine connaissance des dossiers « Droits de l'Homme » seront très utiles dans cette fonction clé.

Recevez nos félicitations pour cette reconnaissance sur un plan européen.

Le portefeuille de la Justice présente un intérêt particulier en ce sens qu'il vous donne un regard transversal sur de nombreux domaines dont certains seront particulièrement important pour les personnes handicapées.

Vos activités passées vous ont rendu sensible à la situation de vie des personnes handicapées en Belgique, dans l'Union européenne et au niveau du monde entier... Nous sommes persuadés que votre politique et vos actions soutiendront de manière croissante l'inclusion de la personne handicapée dans la société européenne.

Avec la ratification de la *Convention des Nations Unies sur les droits des Personnes Handicapées* par l'ensemble des Etats membres et par l'Union européenne elle-même, nous sommes résolument entrés dans une nouvelle approche « Droits de l'Homme » du handicap : les besoins des personnes handicapées doivent recevoir des réponses concrètes dans le développement de toutes les politiques économiques, sociales et culturelles.

Dans les faits, il s'agit de rencontrer trois défis :

- permettre aux personnes handicapées de mener une vie digne
- assurer aux personnes handicapées leur autonomie et leur choix de vie



Bruxelles, le 4 décembre 2019

- permettre aux personnes handicapées de participer à la vie en société dans tous les domaines

Ces défis doivent être rencontrés en tenant compte des nécessités suivantes

- mettre véritablement en œuvre les droits des personnes handicapées dans les domaines de compétences européennes
- optimiser les budgets pour la prise en charge des besoins, pour l'accessibilité des infrastructures, des services et des produits, ainsi que pour le processus de désinstitutionalisation partout dans l'UE
- mettre en œuvre la transversalité des politiques
- renforcer la participation des personnes handicapées pour toutes les décisions qui les concernent

Incidentement, il nous revient que le « focal point UNCRPD » pourrait être placé au niveau administratif à la DG Justice. Votre point de vue à ce sujet nous intéresse donc au plus haut point.

Le [Belgian Disability Forum asbl \(BDF\)](#) rassemble en Belgique des associations représentatives de personnes handicapées et/ou de leurs parents. L'objectif général du BDF est de promouvoir et de défendre les droits humains, civils, sociaux et économiques de la personne handicapée dans les développements politiques européens et internationaux.

Le BDF est membre actif du [European Disability Forum \(EDF\)](#). Il exerce un rôle d'interface entre les associations belges et les institutions européennes.

Ce sont toutes ces raisons qui nous amènent à vous demander une rencontre, au cours de laquelle nous aimerions vous entretenir des dossiers qui attendent des réponses sur le plan européen. Vous retrouverez toutes nos préoccupations dans le [mémoire du BDF](#)

Nous vous proposons d'aborder les thématiques suivantes :

- l'effectivité de tous les droits reconnus par l'UNCRPD : la nécessité d'une stratégie européenne handicap 2020-2030 volontariste et la mise en œuvre d'un suivi régulier des politiques européennes
- le projet de directive transversal en application de l'article 13 du Traité de l'Union européenne
- le droit de vote des personnes handicapées : le handicap ne rend pas la personne incapable de se prononcer sur un choix de vie et de société. il faut rendre effectif le droit de vote pour tous les citoyens européens
- le développement des projets financés par les Fonds structurels tenant compte des impératifs d'accessibilité aux personnes handicapées
- Les processus de participation des personnes handicapées à la prise de décision européenne : il est essentiel que toutes les Commissaires européens intègrent les besoins des personnes



Bruxelles, le 4 décembre 2019

handicapées dans le développement de leurs initiatives et politiques. Un travail systématisé avec l'EDF est souhaitable

- La pauvreté et l'exclusion multidimensionnelle des personnes handicapées qui nous permettra d'aborder la nécessité de renforcer le Pilier social européen et de le décliner en politiques et actions concrètes
- L'emploi de personnes handicapées : dans la majorité des états, le taux d'emploi des personnes handicapées reste faible et la responsabilité sociale des employeurs n'existe pas. L'inclusion de tous les groupes minoritaires est un défi majeur de la construction européenne à venir
- l'accessibilité matérielle, intellectuelle et financière des biens et services aux personnes handicapées (Directive « European Accessibility Act »)
- la mobilité des personnes handicapées au travers de la reconnaissance et du renforcement de l'European Disability Card. Pour mémoire, il s'agit d'une initiative qui s'est concrétisée au départ d'une demande émanant de l'Assemblée générale du BDF. Son développement à venir nous tient donc particulièrement à cœur
- l'accessibilité matérielle et financière mais aussi la qualité des biens et services
- La mise en œuvre de tous les SDG à un niveau européen
- etc...

Notre secrétariat se tient à votre disposition pour toute information utile l'organisation d'une rencontre.

Nous vous remercions pour l'attention que vous voudrez bien apporter à la présente et vous prions de croire, Monsieur le Commissaire, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Gisèle MARLIERE  
Secrétaire générale

Pierre GYSELINCK  
Président